



Assemblée générale

Distr.
LIMITÉE

A/51/L.9
24 octobre 1996
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Cinquante et unième session
Point 14 de l'ordre du jour

RAPPORT DE L'AGENCE INTERNATIONALE DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE

Afrique du Sud, Allemagne, Argentine, Arménie, Australie, Belgique, Bulgarie, Cambodge, Canada, Chili, Danemark, Espagne, Fédération de Russie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, îles Marshall, Irlande, Italie, Koweït, Lituanie, Luxembourg, Nicaragua, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République de Corée, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Singapour, Slovaquie, Slovénie et Suède : projet de résolution

L'Assemblée générale,

Ayant reçu le rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique à l'Assemblée générale pour l'année 1995¹,

Prenant note de la déclaration faite le 28 octobre 1996 par le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique², qui donne des renseignements supplémentaires sur le déroulement des principales activités de l'Agence en 1996,

Sachant l'importance de l'action que mène l'Agence pour encourager encore l'application de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, comme le prévoit son statut, tout en respectant le droit inaliénable que les États qui sont parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et aux autres accords pertinents ayant force obligatoire sur le plan international et qui ont conclu avec l'Agence les accords de garanties pertinents ont de poursuivre la recherche, la production et l'emploi de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, sans discrimination et conformément aux articles I et II et aux autres articles pertinents du Traité ainsi qu'à ses buts et à son objet,

¹ Agence internationale de l'énergie atomique, Rapport annuel pour 1995 [Autriche, juillet 1995, GC(40/8)]; communiqué aux membres de l'Assemblée générale par une note du Secrétaire général.

² Indiquer les documents officiels pertinents de l'Assemblée générale.

Consciente de l'importance que revêtent les travaux de l'Agence pour ce qui est d'appliquer les clauses de garantie prévues dans le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et les autres traités, conventions et accords internationaux ayant des objectifs analogues et de s'assurer, dans la mesure de ses moyens, que l'aide fournie par l'Agence ou à sa demande ou sous sa direction ou son contrôle n'est pas utilisée de manière à servir à des fins militaires, ainsi qu'il est stipulé à l'article II de son statut,

Réaffirmant que l'Agence est l'autorité compétente pour vérifier et assurer, conformément à son statut et à son système de garanties, le respect des accords de garanties qu'elle a conclus avec les États parties en application des obligations que leur fait, au paragraphe 1 de son article III, le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, pour empêcher que l'énergie nucléaire ne soit détournée de ses utilisations pacifiques vers la fabrication d'armes nucléaires ou d'autres dispositifs explosifs nucléaires, et réaffirmant également que rien ne doit être fait qui serait de nature à saper l'autorité de l'Agence à cet égard et que les États parties que préoccupe l'inexécution de l'accord de garanties du Traité par les États parties doivent en informer l'Agence, pièces justificatives à l'appui, laquelle examine la question, enquête, tire des conclusions et décide des mesures à prendre conformément à son mandat,

Soulignant de nouveau qu'il faut appliquer à la conception et à l'exploitation des centrales nucléaires et aux activités nucléaires pacifiques les normes de sûreté les plus élevées, de façon à réduire au minimum les risques pour la vie, la santé et l'environnement,

Considérant qu'une expansion des activités de coopération technique relatives aux utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire contribuera au bien-être des peuples du monde, sachant que les pays en développement ont spécialement besoin de l'assistance technique de l'Agence et que le financement revêt une grande importance si l'on entend tirer effectivement parti du transfert et de l'application des techniques nucléaires à des fins pacifiques et mettre l'énergie nucléaire au service de leur développement économique et souhaitant que les ressources que l'Agence consacre aux activités de coopération technique soient assurées et suffisantes,

Sachant l'importance des travaux de l'Agence concernant l'énergie nucléaire, les applications des méthodes et techniques faisant appel à l'énergie nucléaire, la sûreté nucléaire, la protection radiologique et la gestion des déchets radioactifs et, en particulier, de ce qu'elle accomplit pour aider les pays en développement dans tous ces domaines,

Prenant acte du rapport du Directeur général à la Conférence générale³ touchant le programme iraquien de fabrication d'armes nucléaires, de ses rapports sur les vingt-huitième et vingt-neuvième inspections effectuées par l'Agence sur place en Iraq et de la résolution GC(40)/RES/21 de la Conférence générale, en date du 20 septembre 1996,

³ GC(40)/13.

Prenant note des résolutions GOV/2711 du 21 mars 1994 et GOV/2742 du 10 juin 1994 du Conseil des gouverneurs et GC(40)/RES/4 de la Conférence générale de l'Agence internationale de l'énergie atomique, concernant la mise en oeuvre de l'Accord entre le Gouvernement de la République populaire démocratique de Corée et l'Agence internationale de l'énergie atomique relatif à l'application de garanties dans le cadre du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, de même que des déclarations du Président du Conseil de sécurité en date des 31 mars, 30 mai et 4 novembre 1994 ainsi que de l'autorisation que le Conseil des gouverneurs a donnée au Directeur général, le 11 novembre 1994, d'exécuter toutes les tâches que, dans la déclaration du 4 novembre 1994, le Président du Conseil de sécurité demandait à l'Agence d'accomplir,

Ayant à l'esprit les résolutions GC(40)/RES/2 sur une zone exempte d'armes nucléaires en Afrique, GC(40)/RES/10 sur la Convention sur la sûreté nucléaire, GC(40)/RES/11 sur une convention sur la sûreté de la gestion des déchets radioactifs, GC(40)/RES/12 sur les mesures visant à régler les questions internationales relatives à la gestion des déchets radioactifs et la création de centres de démonstration du traitement des déchets avant leur évacuation, GC(40)/RES/13 sur le renforcement des activités de coopération technique de l'Agence, GC(40)/RES/14 sur un plan pour produire économiquement de l'eau potable, GC(40)/RES/15 sur le recours intensif à l'hydrologie isotopique pour la gestion des ressources en eau, GC(40)/RES/16 sur le renforcement de l'efficacité et l'amélioration du rendement du système des garanties, GC(40)/RES/17 sur les mesures contre le trafic illicite de matières nucléaires et d'autres sources radioactives, GC(40)/RES/18 sur la composition de l'effectif du secrétariat de l'Agence, GC(40)/RES/20 sur l'amendement à l'article VI du Statut concernant la composition du Conseil des gouverneurs, GC(40)/RES/21 sur l'application des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité concernant l'Iraq, GC(40)/RES/22 sur l'application des garanties de l'Agence au Moyen-Orient, que la Conférence générale de l'Agence a adoptées le 20 septembre 1996, à sa quarantième session ordinaire,

Ayant à l'esprit la résolution GC(40)/RES/17 sur les mesures contre le trafic illicite de matières nucléaires et d'autres sources radioactives, consciente de l'importance des mesures contre le trafic illicite de matières nucléaires et consciente en outre à cet égard de l'importance du programme de prévention du trafic illicite de matières nucléaires et de lutte contre ce trafic, adopté par les participants au Sommet tenu à Moscou en avril 1996 sur la sûreté et la sécurité en matière nucléaire,

Ayant également à l'esprit la résolution GC(40)/RES/19 concernant les femmes au secrétariat, que la Conférence générale a adoptée le 20 septembre 1996 et dans laquelle elle a demandé au Directeur général de continuer à intégrer la Plate-forme d'action mise au point à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes dans les politiques et les programmes pertinents de l'Agence,

1. Prend acte du rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique;

2. Proclame sa confiance dans l'action que mène l'Agence pour l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques;

/...

3. Se félicite des mesures et décisions prises par l'Agence pour maintenir et renforcer l'efficacité et le rendement du système des garanties conformément au statut de l'Agence et se félicite en particulier de la création, par le Conseil des gouverneurs, d'un comité qui a commencé ses travaux en juillet 1996 et qui est chargé de rédiger un protocole type visant à renforcer l'efficacité et le rendement du système de garanties nucléaires et donc à mettre l'Agence mieux en mesure de déceler toute activité nucléaire non déclarée et prie le Comité de ne pas ménager ses efforts pour faire aboutir ses travaux aussi rapidement que possible;

4. Prie instamment tous les États de s'efforcer de parvenir à une coopération internationale efficace et harmonieuse dans l'exécution des travaux de l'Agence, conformément au statut de celle-ci, en encourageant l'utilisation de l'énergie nucléaire et l'application des mesures voulues pour améliorer encore la sûreté des installations nucléaires et réduire au minimum les risques pour la vie, la santé et l'environnement, en renforçant l'assistance technique et la coopération en faveur des pays en développement et en assurant l'efficacité du système des garanties de l'Agence;

5. Se félicite des mesures et des décisions prises par l'Agence pour renforcer et financer ses activités de coopération technique qui devraient contribuer au développement durable des pays en développement et demande aux États de coopérer à leur application;

6. Félicite le Directeur général et le secrétariat de l'Agence des efforts impartiaux qu'ils déploient continûment pour faire appliquer l'accord de garanties qui reste en vigueur entre l'Agence et la République populaire démocratique de Corée, y compris les efforts qu'ils font pour surveiller le gel d'installations spécifiées dans la République populaire démocratique de Corée comme l'a demandé le Conseil de sécurité, note avec inquiétude que la République populaire démocratique de Corée continue à ne pas respecter l'accord de garanties et la prie instamment de coopérer pleinement avec l'Agence à l'application de l'accord et de prendre toutes les mesures que l'Agence pourra juger nécessaires pour préserver toute l'information dont elle pourrait avoir besoin pour vérifier, jusqu'à ce que la République populaire démocratique de Corée en vienne à appliquer pleinement son accord de garanties, que son rapport initial sur l'inventaire des matières nucléaires soumis à garanties est exact et complet;

7. Félicite également le Directeur général de l'Agence et ses collaborateurs de la diligence dont ils ont fait preuve dans l'application des résolutions du Conseil de sécurité 687 (1991) du 3 avril, 707 (1991) du 15 août et 715 (1991) du 11 octobre 1991, tout en notant que l'Iraq a adopté au cours des derniers mois une approche plus constructive, note avec préoccupation que le 7 juillet 1996, l'Iraq a fait obstacle à l'accès immédiat de l'équipe de l'Agence à certaines installations et qu'il avait omis de communiquer à l'Agence des informations concernant son programme d'armement nucléaire en violation des obligations qui lui incombent en vertu des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et, à cet égard, souligne que l'Iraq doit coopérer sans réserve avec l'Agence pour résoudre les divergences qui subsistent concernant la déclaration finale et complète aux fins de l'application des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et souligne que l'équipe continuera d'exercer son droit

d'enquêter plus avant sur tous aspects de l'ancienne capacité de fabrication d'armes nucléaires de l'Iraq, s'agissant en particulier de toute autre information pertinente dont elle aurait besoin pour compléter le dossier du programme iraquien de fabrication d'armes nucléaires, que l'Iraq n'aurait pas encore communiquée à l'Agence;

8. Se félicite de l'entrée en vigueur le 24 octobre 1996 de la Convention sur la sûreté nucléaire et exhorte tous les États à devenir parties à cette convention pour qu'elle recueille le plus grand nombre possible d'adhésions, et note avec satisfaction qu'une réunion préparatoire des parties contractantes aura lieu à une date à déterminer, au plus tard en avril 1997;

9. Se félicite des mesures prises par l'Agence pour épauler les efforts visant à prévenir le trafic illicite de matières nucléaires et autres sources radioactives et, dans ce contexte, engage les autres États à s'associer au programme de prévention du trafic illicite de matières nucléaires et de lutte contre ce trafic, qui a été adopté par les participants au Sommet tenu à Moscou en avril 1996 sur la sûreté et la sécurité en matière nucléaire;

10. Prend note avec satisfaction des travaux du Groupe à composition non limitée de techniciens et de juristes sur une convention sur la sûreté de la gestion des déchets radioactifs établi par le Conseil des gouverneurs de l'Agence et formule l'espoir que les questions en suspens seront réglées dans un esprit de compromis, de manière à ce que des travaux préparatoires soient terminés rapidement et que la Convention puisse être adoptée dans un proche avenir;

11. Note avec satisfaction les progrès substantiels réalisés dans les négociations visant à renforcer le régime international de responsabilité et d'indemnisation en cas de dommages causés par un accident nucléaire, notamment en modifiant la Convention de Vienne de 1963 sur la responsabilité civile en matière de dommages nucléaires et en adoptant une convention sur une indemnisation supplémentaire et formule l'espoir que la Conférence diplomatique à cette fin sera réunie prochainement;

12. Prie le Secrétaire général de transmettre au Directeur général de l'Agence les comptes rendus des débats de la cinquante et unième session de l'Assemblée qui ont trait aux activités de l'Agence.
